



03

2016. Népal.

Le programme conjoint d'autonomisation économique des femmes rurales vise à améliorer la production et les revenus agricoles des agricultrices.

© ONU Femmes. Crédit photo : Narendra Shrestha

**Plus d'argent pour
la nutrition, plus de
nutrition pour notre
argent : le financement
de la nutrition**

LES GRANDES LIGNES

- 1** La récession économique engendrée par la pandémie de COVID-19, de pair avec les perturbations des systèmes alimentaires et de santé, menace d'accroître considérablement la malnutrition dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Les besoins de financement spécifiques à la nutrition de certaines cibles mondiales concernant la mère, le nourrisson et le jeune enfant ont augmenté, passant de 7 milliards de dollars par an pour la période 2016-2025 à 10,8 milliards de dollars par an pour la période 2022-2030. Si l'on tient compte des besoins spécifiques à la nutrition pour l'ensemble des cibles de l'ODD 2, on estime que l'ensemble de ces besoins se situe entre 39 et 50 milliards de dollars par an.
- 2** Compte tenu de ces défis économiques et de la limitation des ressources des donateurs ainsi que des ressources nationales consécutive à la pandémie, le besoin de financements concessionnels, provenant du secteur privé et de financements innovants et jouant un rôle de catalyseur est plus urgent que jamais. Les possibilités d'accroître les financements innovants dans le domaine de la nutrition sont nombreuses.
- 3** De nouveaux outils fondés sur les preuves et les résultats peuvent améliorer la qualité des dépenses de nutrition. Les examens des dépenses publiques en matière de nutrition ainsi que les outils d'efficacité allocative tels qu'Optima Nutrition permettent de planifier et de suivre les dépenses avec précision, ainsi que d'optimiser les financements et, en définitive, les résultats.

Introduction

Ce chapitre détaille les financements et ressources requis au niveau mondial pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes et renforcer le capital humain. Nous y présentons les dernières estimations des besoins de financement relatives aux interventions spécifiques à la nutrition de 2022 à 2030 ainsi que les informations disponibles sur le financement sensible à la nutrition. Nous étudions également les tendances connexes des ressources disponibles : l'aide nationale, l'aide publique au développement (APD), y compris les subventions et les prêts concessionnels, les sources de financement innovant et le secteur privé.

Les obstacles au financement énoncés dans le *Rapport sur la Nutrition Mondiale 2020* demeurent et sont exacerbés par les effets de la pandémie de COVID-19 en raison de l'augmentation des besoins de financement globaux et de la diminution des ressources disponibles¹. Compte tenu de ces défis, l'ensemble des parties prenantes clés doit de toute urgence rassembler ses efforts en vue d'augmenter les investissements en faveur de la nutrition. Ce besoin a été clairement exprimé et souligné par l'appel à l'action du G20² ainsi que par le G7, qui ont appelé à prendre des engagements forts en matière d'investissement en faveur de la sécurité alimentaire, des systèmes alimentaires et de la nutrition lors du G20, du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires, de la COP26 et du Sommet de la Nutrition pour la Croissance à Tokyo³.

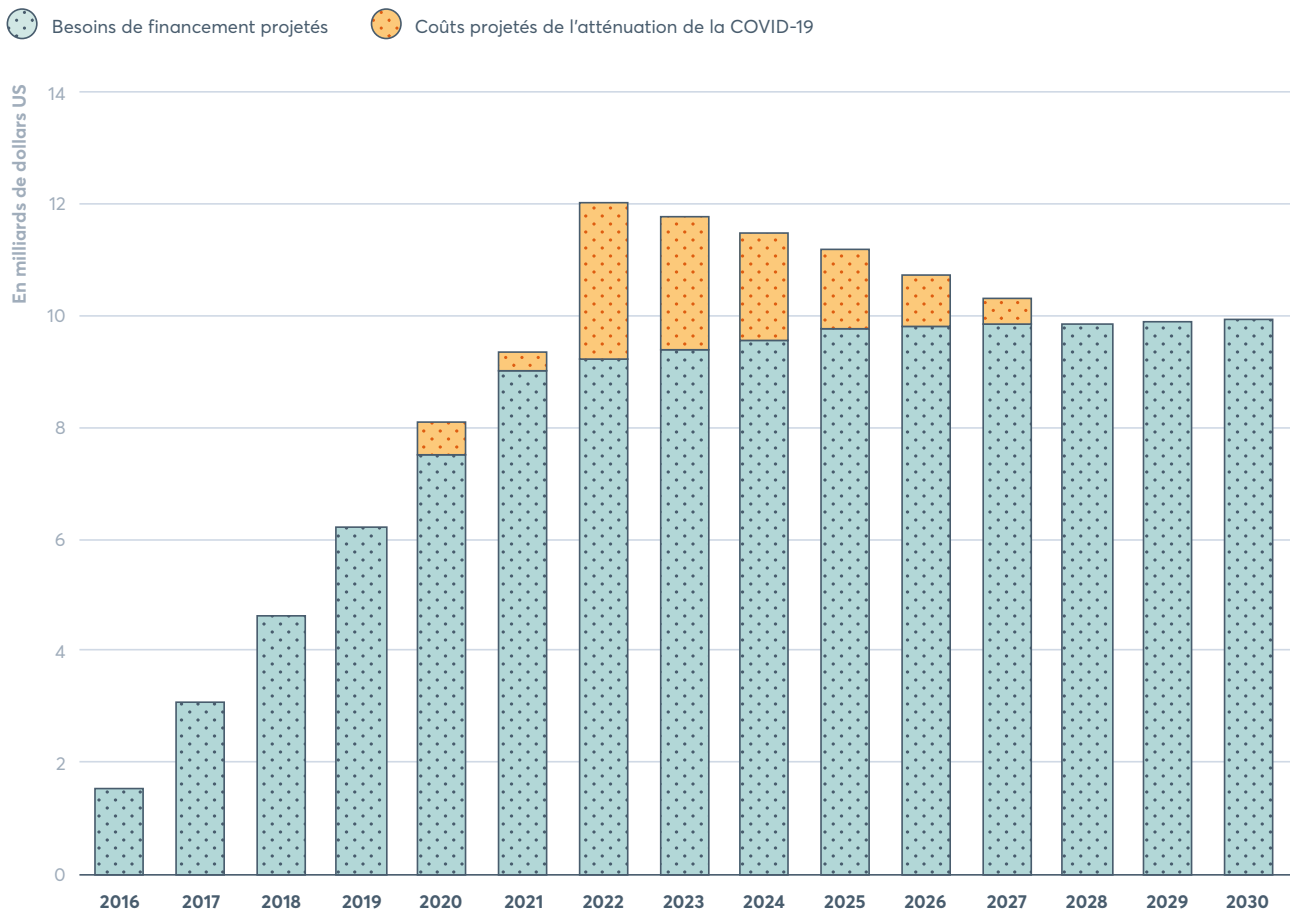
Besoins de financement en matière de nutrition

En complément des dépenses actuelles, les estimations actualisées du financement relatif à la nutrition requis pour atteindre quatre des cibles mondiales de nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant pour lesquelles des données sont disponibles⁴, sont en moyenne de 10,8 milliards de dollars US par an sur la période 2022-2030 (figure 3.1)⁵. Ces dernières s'appuient sur la méthodologie et les estimations⁶ de 2017 d'une moyenne de 7 milliards de dollars US par an sur la période 2016-2025⁷, y ajoutent des coûts supplémentaires relatifs à l'atténuation de l'impact de la COVID-19 et étendent ces estimations jusqu'à 2030.

FIGURE 3.1

En moyenne, un montant supplémentaire de 10,8 milliards de dollars US par an sur la période 2022-2030 est nécessaire pour atteindre quatre cibles mondiales de nutrition

Estimations préliminaires actualisées des besoins de financement pour progresser vers quatre cibles mondiales de nutrition axées sur la sous-alimentation infantile et maternelle



Source : Auteurs (estimations non publiées basées sur les données disponibles).

Remarque : Les quatre cibles mondiales en matière de nutrition concernent : le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, l'anémie chez les femmes en âge de procréer et l'allaitement maternel.

Sur les 70 milliards de dollars US de financement requis estimés en 2017 pour combler le déficit de financement pendant la période 2016-2025, il était prévu que 35 milliards de dollars US cumulés soient investis d'ici à 2021. En prolongeant ces besoins jusqu'en 2030, cette analyse porte ces besoins à 97 milliards de dollars US sur la période 2022-2030⁸. Cela représente une moyenne d'environ 10,8 milliards de dollars US par an sur la période 2022-2030, en tenant compte des coûts supplémentaires des mesures d'atténuation de la COVID-19⁹. Ces estimations prudentes sous-estiment les investissements financiers spécifiques à la nutrition requis pour lutter contre la malnutrition sous toutes

ses formes. La Banque mondiale prévoit de détailler ces quatre cibles plus avant en 2022.

Ces investissements, s'ils sont complétés par des investissements sensibles à la nutrition, nous rapprocheront de la réalisation des cibles en matière de retard de croissance, d'anémie maternelle, d'allaitement maternel et d'émaciation infantile¹⁰. Les besoins supplémentaires relatifs à l'obésité liée au régime alimentaire ainsi qu'aux maladies non transmissibles (MNT) n'ont pas encore été estimés, bien que les rapports de l'OCDE suggèrent que le traitement des maladies causées par l'obésité coûtera 425 milliards de dollars US par an dans 52 pays¹¹.

De nouvelles estimations relatives aux « cibles de réduction de la faim » (cibles 2.1-2.6 de l'ODD 2) suggèrent que les besoins spécifiques et sensibles à la nutrition se situent entre 39 et 50 milliards de dollars US par an jusqu'en 2030¹². Selon une autre estimation, l'éradication de la faim d'ici à 2030 pourrait coûter jusqu'à 160 milliards de dollars par an¹³. La contribution potentielle de ces importants investissements aux cibles mondiales en matière de nutrition n'a néanmoins pas été entièrement clarifiée. Si ces coûts semblent élevés, le coût de l'inaction l'est encore davantage : selon les estimations, les gains économiques totaux pour la société résultant d'investissements dans la nutrition pourraient atteindre 5 700 milliards de dollars par an d'ici à 2030 et 10 500 milliards de dollars par an d'ici à 2050. Les nouvelles opportunités commerciales que présentent notamment la lutte contre les pertes alimentaires, la création de nouvelles chaînes de valeur pour l'agriculture régénérative et l'adoption progressive de régimes alimentaires sains, représentent une valeur estimée à 4 500 milliards de dollars par an d'ici à 2030¹⁴.

L'état actuel du financement de la nutrition

Dépenses publiques nationales en matière de nutrition

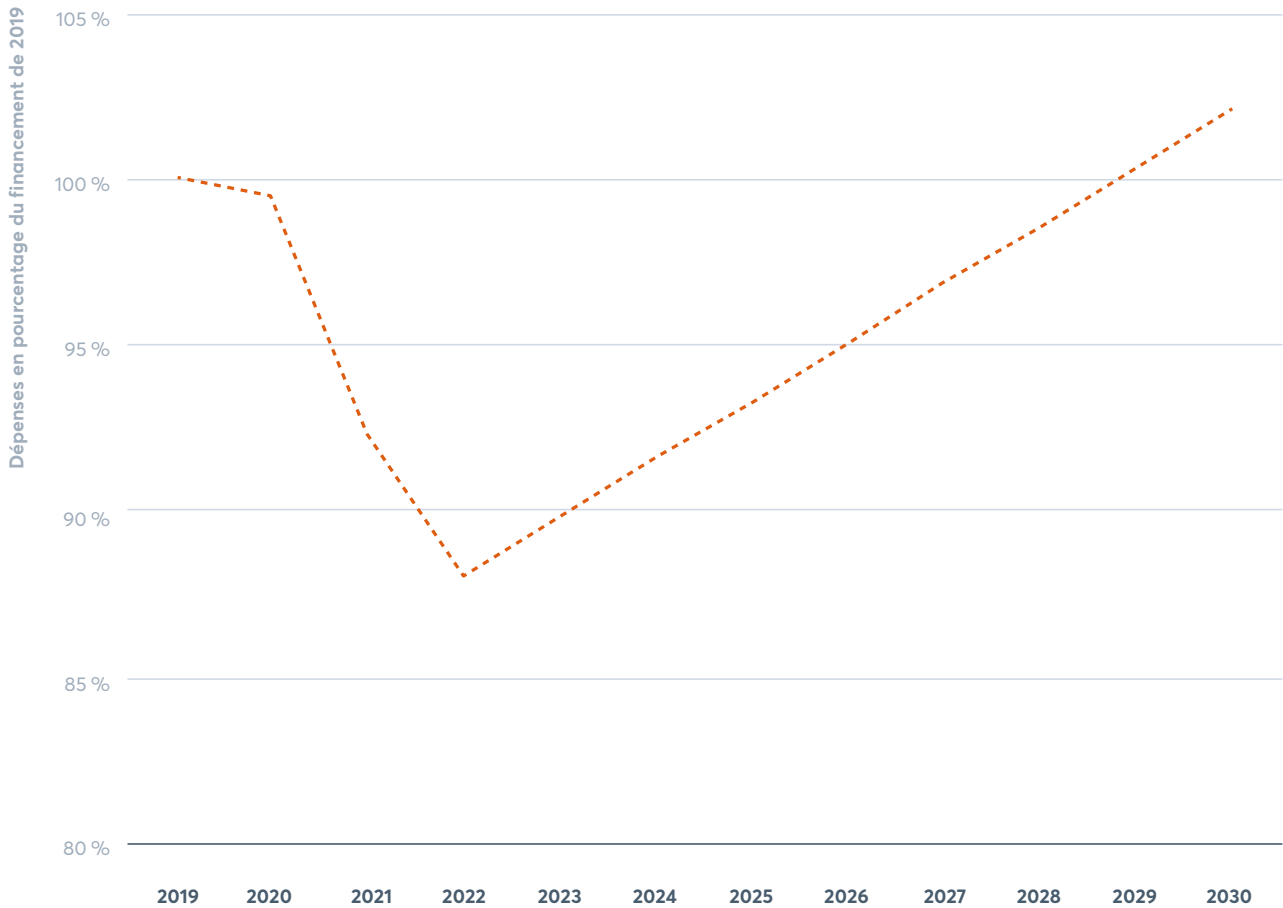
Le financement national, détaillé dans les projections du Cadre d'investissement pour la nutrition (CIN), puis dans le *Rapport sur la Nutrition Mondiale 2020*, devait augmenter progressivement pour contribuer à près de 80 % du financement supplémentaire nécessaire pour atteindre certaines cibles mondiales en matière de nutrition d'ici à 2025. Un appel audacieux, mais nécessaire a été lancé pour que le financement national supplémentaire augmente de manière significative d'ici à 2025 afin d'atteindre l'objectif de financement durable et de compenser la diminution de l'APD.

Une analyse récente, axée sur les pays à revenus faibles et intermédiaires, documente l'effet anticipé de la COVID-19 sur les dépenses nationales de santé. Il s'agit de la meilleure approximation disponible des tendances futures anticipées des dépenses spécifiques à la nutrition. Cette analyse prévoit une baisse des dépenses publiques de santé dans 118 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de 7,2 % en 2020, de 4,2 % en 2021 et de 2,2 % en 2022 – des dépenses qui ne devraient pas retrouver leurs taux prépandémiques avant la fin de la décennie à moins que ces pays ne connaissent une forte croissance d'ici là (figure 3.2). Bien qu'une nouvelle étude de la revue scientifique médicale *The Lancet*¹⁵ suggère des tendances plus optimistes en matière de financement de la santé, d'autres rapports sur les tendances du financement national de la santé tracent des trajectoires similaires¹⁶.

FIGURE 3.2

Les ressources nationales pour la nutrition pourraient ne pas se rétablir avant 2030

Tendances implicites des ressources nationales pour les investissements spécifiques à la nutrition



Source : Auteurs, d'après Osendarp et al. (2021)¹⁷.

Remarque : Les tendances implicites des dépenses spécifiques à la nutrition sont basées sur les tendances approximatives prévues pour les dépenses publiques de santé.

Comme le souligne le rapport de la Banque mondiale intitulé « Du double choc au double redressement »¹⁸, les capacités de financement de la santé s'amenuisent. Du fait de l'impact de la pandémie sur le financement national, de nombreux pays à faible revenu se trouvent dans une situation particulièrement complexe : ils ne sont pas en mesure d'investir suffisamment dans la riposte à la COVID-19 et doivent composer avec la baisse des investissements dans d'autres services de santé (y compris la nutrition). Selon ce rapport, afin de maintenir la croissance

des dépenses de santé aux taux antérieurs à la pandémie, les pays à faible revenu les plus touchés devront en moyenne doubler la part de leurs dépenses de santé, de 10 % avant la pandémie à 20 % en 2026. Cette augmentation est de 8 % à 13,5 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure touchés. Ce scénario a peu de chance de se concrétiser. Il conviendrait donc davantage, pour compenser la baisse des dépenses intérieures, d'augmenter les financements extérieurs.

Financement externe de la nutrition

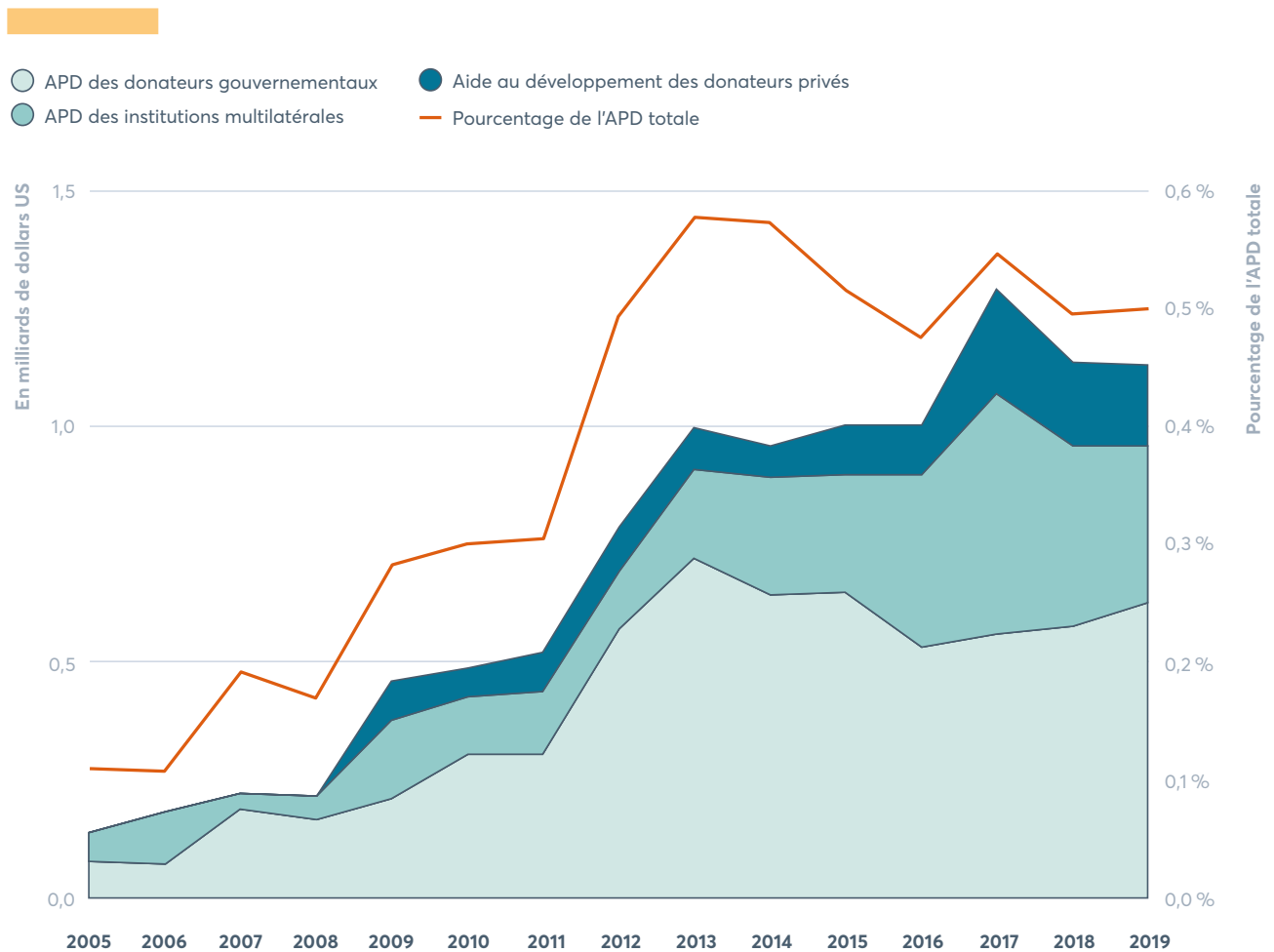
Ces dernières années, l'aide publique au développement (APD)¹⁹ ainsi que l'aide au développement des donateurs privés²⁰ en faveur des interventions spécifiques à la nutrition ont stagné. Récemment, malgré des augmentations régulières depuis 2005,

les décaissements d'APD déclarés sous le code du Système de notification des pays créanciers (SNPC) pour la nutrition de base²¹ (une approximation du montant de l'aide spécifique à la nutrition) ont stagné à 0,96 milliard de dollars US en 2018 et 2019, contre 1,07 milliard en 2017 (figure 3.3). Cela équivaut à environ 0,50 % de l'APD totale en 2019, un taux en baisse par rapport à un pic de 0,58 % en 2013.

FIGURE 3.3

Les décaissements de l'APD pour la nutrition de base stagnent depuis quelques années

Décaissements de l'APD pour la nutrition de base, 2005-2019



Source : Development Initiatives, d'après le SNPC du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.

Remarques : Les montants d'APD sont basés sur les décaissements bruts d'APD, et comprennent les dons ainsi que les prêts d'APD, mais excluent les autres flux officiels rapportés dans le SNPC du CAD de l'OCDE. Les donateurs gouvernementaux incluent les donateurs des pays membres du CAD ainsi que les autres donateurs gouvernementaux (Koweït et Émirats arabes unis). Les institutions multilatérales comprennent toutes les organisations multilatérales qui rendent compte de l'APD dans le SNPC du CAD de l'OCDE. Les montants relatifs aux donateurs privés sont basés sur l'aide au développement privée rapportée au CAD de l'OCDE. Ils comprennent les contributions de la Fondation Bill et Melinda Gates, de la Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance ainsi que les contributions d'autres fondations philanthropiques. Tous les montants sont en devises constantes de 2019.

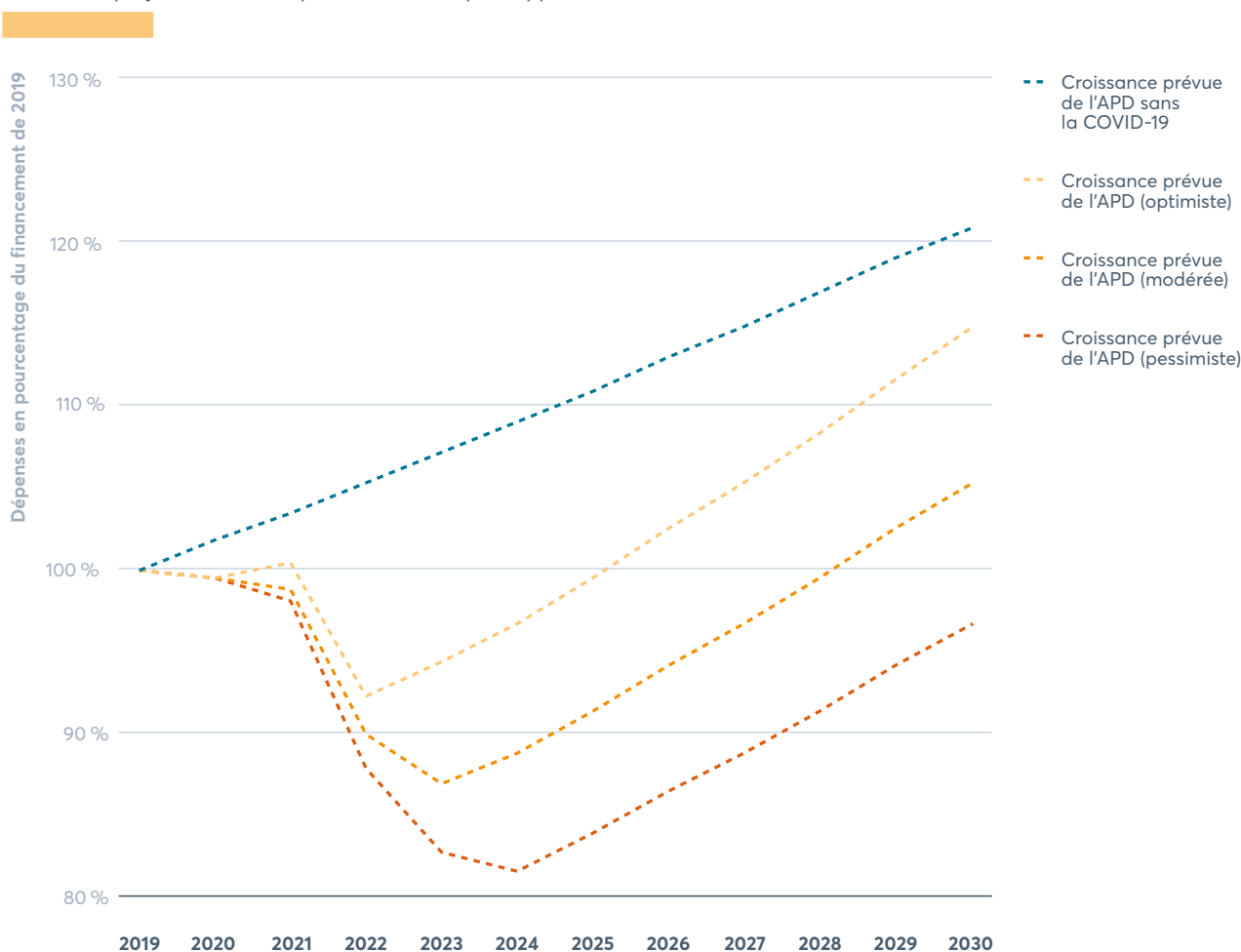
Même avant la pandémie de COVID-19, l'APD pour la nutrition de base n'atteignait pas les taux de croissance visés par les projections du CIN. De nouvelles réductions du financement extérieur de la santé, en raison de l'impact de la pandémie sur les économies des pays donateurs, auraient de graves répercussions sur la capacité des pays à faible revenu à répondre à l'accroissement des besoins de financement et à atteindre les cibles liées à la santé et à la nutrition.

D'autres interventions contribuent à la nutrition, mais ne sont pas comptabilisées sous le code SNPC²² de la nutrition de base (y compris l'obésité et les MNT liées au régime alimentaires), et les informations sur les donateurs extérieurs au CAD de l'OCDE ainsi que sur les donateurs Sud-Sud sont limitées. L'APD pour la nutrition (spécifique et sensible) devrait diminuer légèrement en 2021 et de façon plus importante en 2022. Le rétablissement des taux pré-pandémiques n'est pas attendu avant 2028 (figure 3.4).

FIGURE 3.4

Sur la base des tendances actuelles, l'APD pour la nutrition devrait diminuer en raison de la COVID-19

Tendances projetées de l'APD pour la nutrition par rapport aux taux de 2019



Source : Auteurs, d'après Osendarp et al. (2021)²³.

Il est de toute évidence nécessaire que les donateurs d'APD continuent d'honorer leurs engagements passés et qu'ils les évoquent lors du Sommet de la Nutrition pour la Croissance à Tokyo²⁴. C'est d'autant plus important que les pays les plus durement touchés par l'impact économique de la COVID-19 ne seront pas en mesure d'augmenter leurs ressources nationales dans une mesure suffisante – voire pas du tout – à l'avenir, et particulièrement dans l'avenir proche. L'augmentation de l'APD pourrait contribuer à compenser les baisses attendues des dépenses publiques en matière de santé et de nutrition de base, notamment au cours des prochaines années.

Au vu de ces circonstances, il est essentiel que le financement concessionnel s'implique davantage. Néanmoins, peu de banques de développement, en dehors du Groupe de la Banque mondiale, ont relevé le défi à ce jour²⁵. De même, les données suggèrent qu'à part la Fondation Bill & Melinda Gates (qui a pris un engagement audacieux lors du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires de 2021, à savoir 992 millions de dollars US sur cinq ans)²⁶, et, dans une certaine mesure, la Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance, peu de fondations ont contribué de façon significative au financement en faveur de la nutrition. Cependant, plusieurs nouvelles fondations semblent prêtes à apporter leur contribution par le biais du groupe de travail Coalition of Philanthropies for Global Nutrition²⁷.

Les dernières estimations du soutien de l'APD aux MNT liées au régime alimentaire suggèrent que les ressources des donateurs ont légèrement augmenté depuis 2017, bien que partant d'une base faible, pour atteindre 117 millions de dollars US en 2019, ce qui équivaut à seulement 0,06 % de l'APD totale de la même année²⁸. En parallèle, de nombreuses subventions agricoles régressives – présentant par ailleurs un potentiel de réaffectation –, estimées à environ 700 milliards de dollars US par an²⁹, continuent d'être financées par des sources nationales et par l'APD.

Financement innovant pour la nutrition

Il n'existe actuellement que deux principales sources de financement innovant dans le domaine de la nutrition : The Power of Nutrition³⁰ et le Mécanisme de financement mondial³¹. The Power of Nutrition a fourni 171 millions de dollars US et mobilisé 352 millions de dollars US supplémentaires pour un total de 523 millions de dollars US à travers 17 programmes dans 13 pays à revenu faible et intermédiaire et plus de 40 partenariats stratégiques. Cet organisme a offert ses services à plus de 600 millions d'enfants et prévenu environ 415 000 cas de retard de croissance. Le Mécanisme de financement mondial, qui porte davantage sur les systèmes de santé, a alloué 184 millions de dollars US de subventions pour la nutrition en complément de l'investissement de 1,84 milliard de dollars US de l'Association internationale de développement/la Banque internationale pour la reconstruction et le développement dans 25 pays à revenu faible et intermédiaire, et 14 millions de dollars US supplémentaires pour l'assistance technique.

À l'avenir, pour attirer de nouvelles sources de financement, le secteur de l'aide à la nutrition devra faire preuve d'ingéniosité. Les leçons tirées d'autres secteurs du développement comme l'éducation, la santé et le changement climatique suggèrent que de nombreux autres fonds pour la nutrition peuvent être mobilisés. Par exemple, par le biais de l'investissement durable et des obligations sociales, qui ont connu une rapide croissance, et en travaillant avec de nouveaux financiers spécialisés dans le domaine du climat (encadré 3.1). Mais si nous n'agissons pas maintenant – et de manière ambitieuse – nous prenons le risque que le secteur de la nutrition soit délaissé par la finance innovante – une situation qu'il ne connaît que trop.

ENCADRÉ 3.1

Le financement de la nutrition peut permettre de tirer des leçons de l'investissement durable et des obligations sociales

L'équipe Power of Nutrition, Palladium Impact Capital et la Banque mondiale

Environ 1 000 milliards de dollars US de dette durable pour des projets environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) ont été émis au cours de l'année dernière, pour un total de 3 000 milliards de dollars US à ce jour. Dans ce contexte, les obligations sociales ont augmenté de 720 % entre 2019 et 2020, avec 150 milliards de dollars US émis en 2020³² et 715 milliards de dollars US d'actifs sous gestion en 2020 (contre 50 milliards de dollars US en 2007)³³.

Seules deux obligations nutritionnelles ont été émises (les obligations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)³⁴ vendues au Japon en 2020/2021, et une obligation nationale liée aux ODD émise par le gouvernement mexicain) contre 634 obligations vertes, lesquelles ont mobilisé plus de 290 milliards de dollars US uniquement pour l'année 2020³⁵. Le nombre d'obligations à impact social et à impact en matière de développement s'élève à 31 dans le domaine de la santé et à seulement une dans celui de l'éducation.

Aucun fonds d'investissement à impact n'existe actuellement dans le domaine de la nutrition. Un tel fonds est néanmoins en cours de planification³⁶. Le secteur de la santé mondiale a mobilisé plus de 285 millions de dollars US par le biais de cinq fonds d'investissement d'impact. Les philanthropies ont dépensé environ 1,2 milliard de dollars US pour les efforts de conservation marine en 2020, et le nombre de financeurs marins a plus que triplé, passant de 486 à environ 1 600 entre 2010 et 2020³⁷ ; la pêche est une source potentielle d'aliments sains.

À l'échelle mondiale, plus de 700 milliards de dollars US de subventions agricoles pourraient être réaffectés en partie à la nutrition³⁸, et les plateformes de protection sociale et de couverture sanitaire universelle (CSU) pourraient être utilisées afin de mobiliser des ressources pour la nutrition (encadré 3.2). Ces exemples, qu'ils illustrent des instruments de financement ou qu'ils contribuent d'une quelconque manière au programme de développement durable, présentent tous un potentiel de financement dans le secteur de la nutrition.

Le financement de la nutrition par le secteur privé : la RSE, et après ?

Le secteur privé peut jouer un rôle déterminant dans les systèmes nutritionnels et alimentaires. Bien que les leaders de l'industrie aient à plusieurs reprises souligné publiquement la nécessité de ne plus placer la valeur actionnariale en priorité absolue, la plupart des investissements du secteur privé dans la nutrition se cantonnent à des projets mineurs de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Bien que leur intention soit louable, ces derniers sont parfois mal orientés, font rarement l'objet d'évaluations et n'ont généralement pas pour but de produire des impacts ou d'être mis à l'échelle.

Compte tenu des contraintes budgétaires actuelles du secteur public, le moment est venu pour le secteur privé de combler le déficit de financement. Si, jusqu'à présent, il a surtout été demandé aux entreprises

alimentaires de reformuler les aliments non sains et ultratransformés, d'autres parties du secteur privé peuvent apporter leur contribution en investissant dans des mécanismes de financement innovants, des politiques de santé ou de nutrition sur le lieu de travail ainsi que de nouvelles approches ESG, lesquels ont d'ores et déjà permis à plusieurs entreprises d'améliorer leurs rendements financiers : une solution potentiellement gagnante pour tous³⁹. Les investisseurs institutionnels, les fonds spéculatifs, les actionnariats familiaux et le capital-risque constituent autant de moyens puissants et sous-utilisés qui peuvent stimuler le changement et encourager l'adoption de pratiques responsables qui tiennent compte de la santé des consommateurs, des régimes alimentaires ainsi que de l'obésité et les MNT liées au régime alimentaire. Ces approches contribuent non seulement à façonner le marché, mais vont également bien au-delà des approches habituelles en matière de RSE.

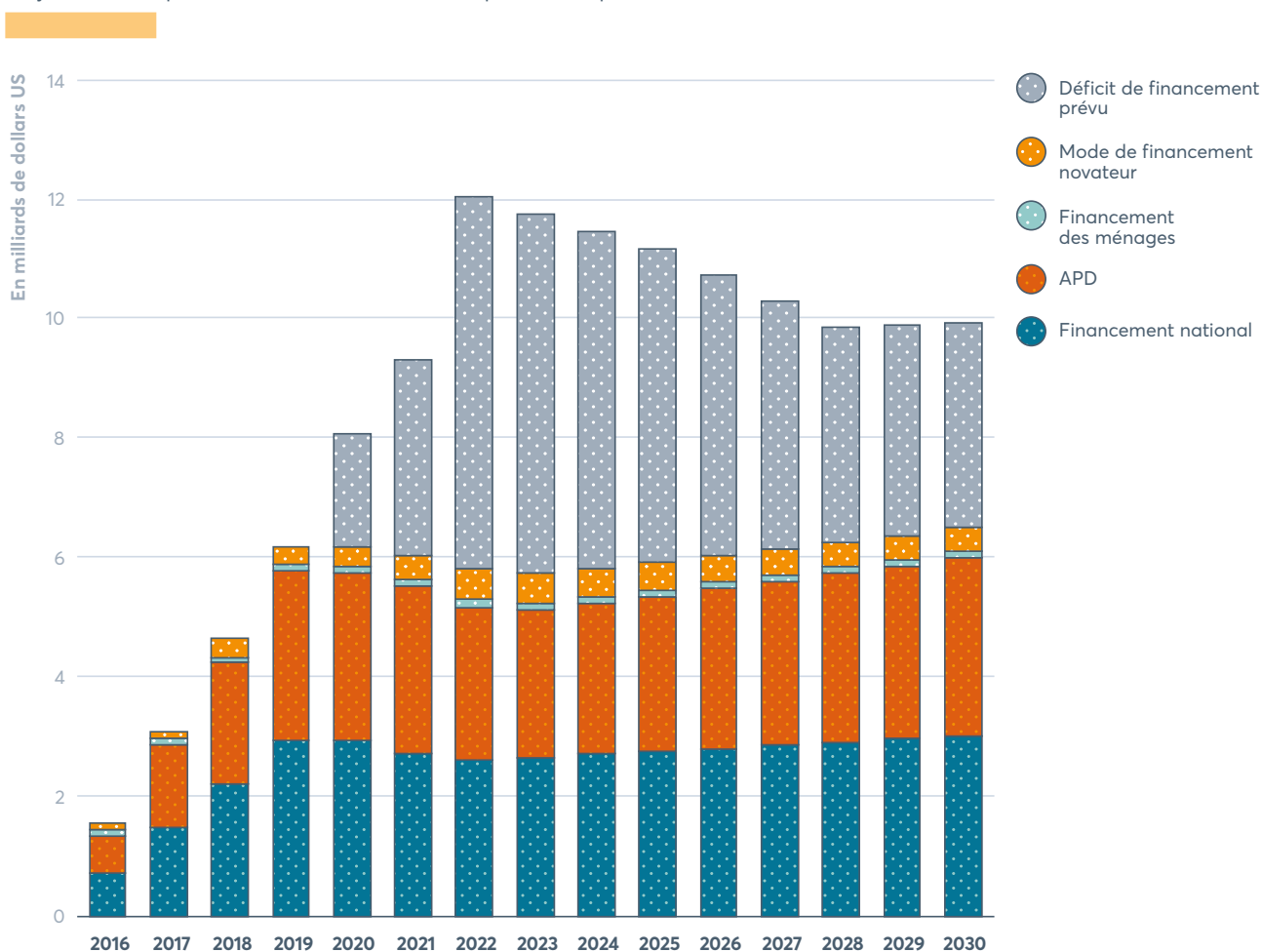
N4G 2020 et au-delà : Plus d'argent pour la nutrition, plus de nutrition pour notre argent

Les projections de la disponibilité de l'APD et du financement national évoquées dans ce chapitre suggèrent une tendance à la baisse aggravée par la COVID-19 et laissent entendre que les taux pré-pandémiques ne devraient pas être rétablis avant la fin de la décennie. La figure 3.5 montre le déficit de financement attendu et les projections révisées de partage de la charge entre les parties prenantes.

FIGURE 3.5

La pression exercée sur l'APD et le financement national souligne la nécessité de protéger ces sources de financement, tout en encourageant les sources privées, innovantes et autres à s'intensifier

Projection de la part de financement nécessaire par source, post-COVID-19, et écart attendu dans le financement total



Source : Auteurs, d'après Osendarp et al. (2021)⁴⁰.

Remarque : Les estimations du déficit sont basées sur les tendances projetées du financement des cibles nutritionnelles mondiales relatives au retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, l'anémie chez les femmes en âge de procréer et l'allaitement maternel. Ces estimations montrent que l'APD et le financement national ne retrouveront leurs taux d'avant la pandémie qu'en 2028/2030.

Par rapport aux projections du *Rapport sur la Nutrition Mondiale 2020* et en raison de la pandémie de COVID-19, on constate une augmentation des dépenses en matière de nutrition ainsi que la réduction et l'aplatissement des précédentes tendances anticipées de croissance, en particulier dans les contributions nationales supplémentaires. Les déficits prévus en matière de financement sont donc importants. À moins que l'APD et les sources nationales ne soient protégées et que les sources de financement non traditionnelles, telles que les sources de financement innovant et les sources de financement du secteur privé, ne soient consolidées pour combler ce fossé, ces besoins de financement ne seront pas satisfaits.

À l'avenir, trois nouveaux types de mécanismes de financement pourraient remédier au manque de ressources pour la nutrition.

1. Parmi les sources de financement non traditionnelles, on peut citer : les obligations nationales, les fonds d'investissement à impact mixte et les garanties de marché ainsi que la réaffectation des subventions agricoles à des besoins productifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ; les ressources sous forme de subventions permettant de générer un effet de levier sur le financement national et l'APD par le biais de mécanismes tels que The Power of Nutrition, complétées par des politiques fiscales telles que la taxation des aliments et des boissons non sains⁴¹ ; et les obligations souveraines telles que les obligations liées aux ODD au Mexique afin d'augmenter la marge de manœuvre budgétaire dans le pays.

2. En misant davantage sur le financement au niveau national, il serait possible de garantir un financement à faible coût aux gouvernements nationaux et œuvrer à leurs côtés pour affecter les dépenses de nutrition ainsi que les intégrer de manière durable et systématique dans les budgets nationaux à long terme. D'importants mécanismes dans d'autres domaines du développement (tels que la Facilité internationale de financement pour l'éducation) mobilisent des financements à faible coût à grande échelle à l'aide de garanties et de subventions – une méthode dont pourrait s'inspirer le financement de la nutrition.
3. L'intervention du secteur privé pourrait orienter les marchés vers des systèmes alimentaires plus sains. Le secteur privé est la source de financement la moins exploitée en matière de nutrition. En incluant des investissements ESG catalysés par des fonds spéculatifs ainsi que des investisseurs institutionnels dans le secteur alimentaire, il pourrait faire bien plus que reformuler les aliments non sains, améliorer la nutrition de la main-d'œuvre et conduire des projets de RSE. Il s'agit d'un domaine clé de croissance qui, grâce aux nouvelles opportunités de financement de la nutrition liées à l'ESG, pourrait satisfaire le besoin du secteur privé d'assurer la rentabilité de sa démarche.

Nous avons besoin de davantage de ressources pour la nutrition, mais nous devons également faire davantage avec celles dont nous disposons déjà (encadré 3.3). L'encadré 3.3 montre comment l'efficacité des opérations en matière de nutrition peut être améliorée – soit par le biais d'un outil d'efficacité allocative, Optima Nutrition, soit en améliorant l'efficacité des dépenses en encourageant les pays à entreprendre des examens minutieux des dépenses publiques. La nature multisectorielle de la nutrition présente toutefois d'importants défis.

ENCADRÉ 3.2

Le financement de la nutrition dans le cadre de la couverture sanitaire universelle peut permettre d'accroître les ressources consacrées à la nutrition

Michelle Mehta, Ali Subandoro et Meera Shekar

Dans de nombreux contextes, la couverture et la qualité des services spécifiques à la nutrition restent faibles. Les pays s'engagent souvent à inclure la nutrition dans la CSU sans toutefois préciser ce que cela implique ; l'optimisation des leviers de financement de la santé, une solution peu exploitée, pourrait y remédier. Les pays requièrent :

- un ensemble de services de nutrition clairement défini dans le cadre de la CSU ;
- une stratégie de financement qui améliore de façon effective l'efficacité de l'allocation des ressources (par exemple, Optima Nutrition ou les examens des dépenses publiques en matière de nutrition [EDPN]) ;
- un système intégré de suivi des dépenses, de la prestation des services et des résultats.

Dans le contexte fiscal actuel, les pays doivent aligner leurs objectifs nutritionnels sur les systèmes de financement de la santé, y compris les mécanismes spécifiques de collecte de recettes, de mise en commun et d'achat dans le cadre de la CSU. Ils peuvent également contribuer à intégrer la nutrition dans les plans de financement de la CSU, comme le président du Ghana s'est engagé à le faire lors du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires de 2021. Parmi les mécanismes envisageables, citons la collecte de recettes par le biais de politiques fiscales telles que la taxation des aliments non sains, la mise en commun et l'alignement de différentes sources de financement et l'intégration des fonds des donateurs hors budget dans le budget, ainsi que l'élaboration de schémas de financement basés sur la performance qui incluent des services de nutrition à fort impact.

ENCADRÉ 3.3

Des dépenses plus efficaces peuvent produire de meilleurs résultats : exemples de l'outil Optima et des examens des dépenses publiques en matière de nutrition

Nick Scott, Jonathan Akuoku, Yi-Kyoung Lee, Davide De Beni, Kyoko Shibata Okamura, Ali Subandoro et Huihui Wang

L'efficacité allocative désigne la rentabilité optimale des ressources allouées au financement d'un ensemble d'interventions. Le modèle Optima Nutrition a été utilisé pour estimer l'impact de l'optimisation d'un investissement supplémentaire de 180 millions de dollars US par an dans le quintile le plus pauvre du Pakistan. L'apport complémentaire en aliments nutritifs spécialisés est une intervention à fort impact, mais coûteuse, qui permet de réduire le retard de croissance chez l'enfant. Il a été estimé qu'une approche visant à investir dans l'apport complémentaire en aliments nutritifs spécialisés aux enfants et aux femmes enceintes ou allaitantes uniquement maintenait 54 000 enfants supplémentaires en vie et sans retard de croissance sur la période 2020-2024. On estime que le même investissement alloué de manière optimale à l'ensemble des interventions aurait un impact plus de quatre fois supérieur, soit 230 000 enfants supplémentaires en vie et sans retard de croissance à l'âge de cinq ans au cours de la période 2020-2024 – des informations dont les dispositifs d'allocations pourraient tenir compte (figure 3.6).

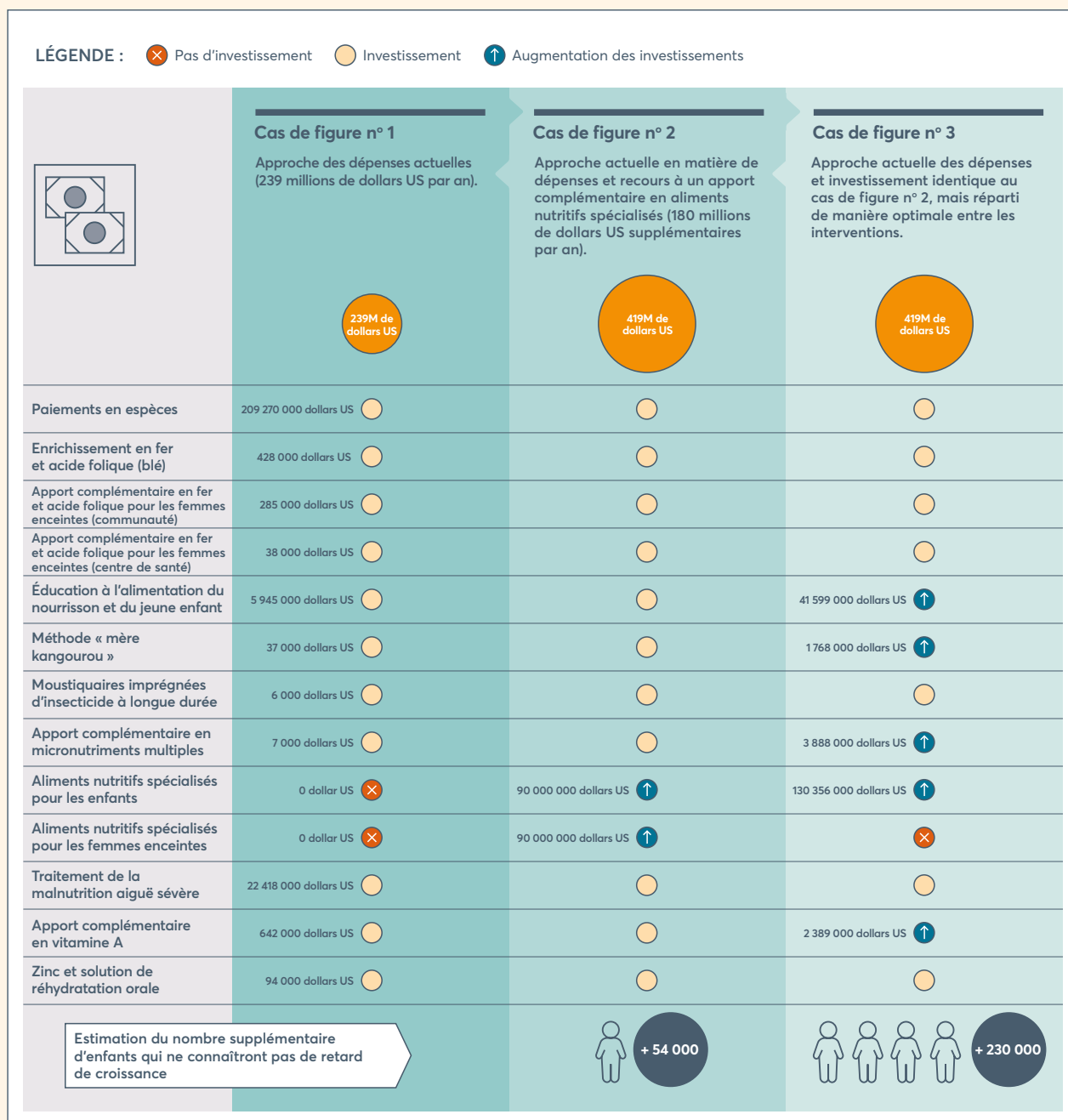
Les EDPN, une autre approche visant à améliorer l'efficacité, diffèrent des examens de dépenses publiques sectoriels en ce qu'ils transcendent plusieurs secteurs. Bien réalisé, un EDPN analyse les dépenses réalisées dans divers secteurs ; en cela, il fait bien plus que quantifier les sommes allouées ou dépensées en matière de nutrition. Les EDPN encouragent :

- l'engagement des ministères des Finances et/ou la planification au sein des discussions multisectorielles sur les implications fiscales ;
- la transparence, par la publication et la consultation des dépenses en matière de nutrition ;
- l'éclairage de la stratégie nationale de nutrition et des plans d'investissement ;
- la formulation de recommandations fondées sur des données probantes et exploitables sur l'allocation stratégique des ressources pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'équité ;
- la prise en compte des atouts et lacunes institutionnelles ainsi que l'intégration des dépenses de nutrition dans la gestion des finances publiques.

Au Bangladesh, l'EDPN de 2019 a donné lieu à d'importantes révisions de politiques, notamment concernant la place de la nutrition et du genre dans les programmes de protection sociale, ainsi qu'à l'ajout d'un chapitre sur la nutrition dans la stratégie nationale de sécurité sociale. De même, l'EDPN rwandais de 2020 a contribué à faire avancer le dialogue avec le ministère des Finances sur la nécessité d'établir une « budgétisation sensible à la nutrition » pour améliorer les capacités de supervision des agences ainsi qu'à tous les niveaux du gouvernement.

FIGURE 3.6

Allocations budgétaires annuelles supplémentaires et résultat estimé des scénarios modélisés sur le quintile de richesse le plus faible au Pakistan, 2020-2024



Source : Nick Scott et Jonathan Akuoku sur la base de l'« Optima Nutrition Analysis: Pakistan », de Nick Scott (Burnet Institute), Jonathan Akuoku (Banque mondiale), Yi-Kyoung Lee (Banque mondiale), Davide De Beni (consultant), février 2019.

Remarques : Le montant du budget d'une intervention ne détermine pas l'étendue de sa couverture ou la priorité qui lui est accordée. Une intervention dont le coût unitaire est relativement faible, comme l'apport complémentaire en vitamine A, pourrait bénéficier d'une couverture complète tout en recevant une petite partie du budget global, tandis qu'une intervention comme l'apport complémentaire en aliments nutritifs spécialisés peut se voir affecter une plus grande partie du budget, mais atteindre une couverture plus faible en raison d'un coût unitaire plus élevé. Les chiffres sont arrondis au millier le plus proche.

Conclusion

Les besoins de financement estimés spécifiques à la nutrition, au moins en partie en raison des mesures d'atténuation de la COVID-19, sont passés de 7 milliards de dollars US par an à 10,8 milliards de dollars US par an sur la période 2022-2030 (sur la base d'un total estimé à 97 milliards de dollars). Une fois les besoins sensibles à la nutrition et les cibles de l'ODD 2/de la nutrition mondiale inclus, les besoins de financement sont estimés à 39-50 milliards de dollars US par an. On connaît toutefois mal l'impact des investissements supplémentaires sur les cibles de la nutrition mondiale.

Les ressources nationales et l'APD devront être conservées, et les nouveaux besoins satisfaits par d'autres biais. Il s'agit notamment d'investir davantage par le biais de prêts concessionnels, de mécanismes de financement innovant et du secteur privé, ainsi que de réaffecter les subventions régressives et de faire plus avec moins en utilisant des données de meilleure qualité et en améliorant l'efficacité des allocations.

Malgré de récentes améliorations⁴², la disponibilité des données sur les ressources extérieures, intérieures et privées disponibles pour soutenir la nutrition reste limitée. Les informations sur les besoins de financement des éléments sensibles à la nutrition, et

notamment sur les résultats attendus, sont encore plus limitées. L'amélioration continue des systèmes de données est essentielle au suivi des progrès et constitue une condition préalable à l'obligation redditionnelle sur les engagements passés, présents et futurs ainsi qu'à l'amélioration de l'efficacité. Le Cadre de Responsabilité en matière de nutrition du Rapport sur la Nutrition Mondiale a été conçu pour soutenir le suivi des engagements en matière de nutrition, y compris les investissements financiers, afin d'améliorer la responsabilité en matière de nutrition dans le monde entier⁴³.

Dans l'ensemble, les possibilités d'augmentation des financements innovants pour la nutrition sont nombreuses. Leur développement nécessitera néanmoins que les financiers non traditionnels, en particulier dans le secteur privé, prennent quelques risques. Les investissements en matière de nutrition sont accessibles dans divers secteurs, y compris la CSU, la protection sociale et la sécurité alimentaire, et peuvent y maximiser les financements potentiels. Bien qu'elle nécessite des prises de risques et des efforts ciblés, la mise à l'échelle des financements non traditionnels et innovants présente d'importantes opportunités pour la nutrition. En bénéficiant de compétences techniques et d'un capital-risque dédiés, ce secteur pourrait balayer les difficultés qu'il a jusqu'à maintenant rencontrées à débloquer de nouveaux capitaux.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

- ▶ **Le financement extérieur et intérieur de la nutrition doit être conservé et accru, et la nutrition doit être intégrée à la couverture sanitaire universelle ainsi qu'aux programmes de protection sociale et de sécurité alimentaire.**

La nutrition a beaucoup souffert des conséquences de la COVID-19 ; il est donc essentiel que le financement suive une croissance soutenue – une croissance par ailleurs déjà en retard avant la pandémie. Conformément aux aspirations du communiqué du G7 et de l'appel à l'action du G20, la nutrition doit devenir une composante clé de l'aide internationale et des ressources nationales dans le cadre du programme « reconstruire en mieux » afin de répondre aux besoins de financement actualisés de l'après-COVID-19, soit 10,8 milliards de dollars US par an pour les besoins spécifiques à la nutrition et jusqu'à 50 milliards de dollars US par an pour les besoins sensibles à la nutrition.

- ▶ **Face aux inévitables défis de financement, les sources de financement non traditionnelles – telles que les financements innovants et le secteur privé – doivent intensifier leurs efforts.**

Compte tenu des contraintes qui pèsent sur les ressources nationales et internationales, les sources de financement non traditionnelles doivent de toute urgence combler ce fossé à court et moyen terme. Le secteur privé et les financiers de capital-risque, en leur qualité d'investisseurs et d'agents du changement, peuvent notamment jouer un rôle important à cet égard.

- ▶ **Dans le contexte actuel, de nouveaux outils permettant de maximiser l'impact des financements disponibles devraient être mis à profit pour soutenir les gouvernements nationaux.**

La résolution des problèmes de nutrition ne dépend pas uniquement de la quantité de ressources disponibles. Nous devons mieux mettre à profit celles dont nous disposons déjà. Cela nécessite, par exemple, de conduire des examens des dépenses publiques axés sur la nutrition afin d'améliorer l'utilisation des ressources et d'obtenir de meilleurs résultats en matière de nutrition, ainsi que de disposer d'outils intelligents pour mieux cibler l'allocation des ressources.

-
- 42 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. *Les bilans alimentaires : manuel*. Rome, Italie : FAO, 2001.
- 43 Allcott H, Lockwood BB, Taubinsky D, « Should we tax sugar-sweetened beverages? An overview of theory and evidence ». *Journal of Economic Perspectives*, 2019 ; 33: 202–27.
- 44 Afshin A, Penhalvo JL, Del Gobbo L, et al., « The prospective impact of food pricing on improving dietary consumption: a systematic review and meta-analysis ». *PLOS One*, 2017 ; 12 (e0172277 %U <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/28249003>).

Chapitre 3

- 1 Rapport sur la Nutrition Mondiale 2020 : Agir sur l'équité pour mettre fin à la malnutrition. Bristol, Royaume-Uni : Development Initiatives. Disponible à l'adresse suivante : www.globalnutritionreport.org/reports/2020-global-nutrition-report/
- 2 Appel à l'action du G20, Déclaration de Matera 2021 (www.g20.org/wp-content/uploads/2021/06/Matera-Declaration.pdf).
- 3 Communiqué du G7. Notre programme commun d'action mondiale pour rebâtir en mieux. Juin 2021 : paragraphe 66 (www.g7uk.org/wp-content/uploads/2021/06/Carbis-Bay-G7-Summit-Communique-PDF-430KB-25-pages-3.pdf).
- 4 Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les cibles sont les suivantes : retard de croissance, émaciation, anémie maternelle et allaitement maternel. Les estimations concernant l'insuffisance pondérale à la naissance et l'obésité n'ont pas été incluses dans les estimations de 2017 en raison du manque de preuves et de coûts. La situation n'a pas changé depuis. Les coûts sensibles à la nutrition n'ont pas été estimés pour des raisons similaires, bien que certains travaux récents apportent un éclairage à ce sujet.
- 5 Les analyses précédentes utilisées pour estimer les financements requis pour atteindre les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé 2025 en matière de nutrition ont été étendues afin d'estimer les ressources supplémentaires nécessaires pour financer les interventions visant à atteindre l'objectif 2 des cibles des ODD à l'horizon 2030. Dans la projection sur dix ans (2016-2025) des besoins de financement des cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé, les interventions ont été étendues de sorte à fournir une prise en charge totale au cours des cinq premières années et pendant les cinq années restantes. Pour les besoins de cette analyse, nous partons du principe que les interventions continueront d'être totalement prises en charge pendant ces cinq années supplémentaires. Les coûts ont été ajustés afin de tenir compte de la croissance démographique et portent à 12 % sur les frais généraux (suivi et évaluation, renforcement des capacités et élaboration des politiques). En outre, le coût estimé de l'atténuation de la charge supplémentaire de la malnutrition résultant des impacts secondaires de la pandémie de COVID-19 a été inclus pour la période 2020-2027.
- 6 Shekar M, Kakietek J, Dayton Eberwein J, Walters D, « An Investment Framework for Nutrition: Reaching the Global Targets for Stunting, Anemia, Breastfeeding, and Wasting. » Série Directions in Development. Washington, DC : Banque mondiale, 2017 (doi:10.1596/978-1-4648-1010-7).
- 7 Estimations préliminaires de l'équipe du Groupe de la Banque mondiale : Jonathan Kweku Akuoku et Meera Shekar. Ces dernières s'appuient sur la méthodologie de 2017 et prolongent le calendrier jusqu'en 2030. En l'absence de données réelles, tous les montants des besoins de financement à partir de 2016 constituent des projections.
- 8 Estimations préliminaires non publiées de l'équipe du Groupe de la Banque mondiale : Jonathan Kweku Akuoku et Meera Shekar. Ces dernières s'appuient sur la méthodologie du cadre d'investissement de 2017 et prolongent le calendrier jusqu'en 2030.
- 9 Les estimations initiales [Osendarp S, Akuoku JK, Black RE, et al., « The COVID-19 crisis will exacerbate maternal and child undernutrition and child mortality in low- and middle-income countries ». *Nature Food*, 2021 ; 2(7): 476-84 (doi.org/10.1038/s43016-021-00319-4)] avancent que ce financement n'est requis que pendant deux ans ; les éléments probants émergents suggèrent que l'impact de la pandémie se fera encore sentir pendant de nombreuses années, le temps que les économies retrouvent leur dynamisme d'avant la pandémie. En conséquence, nous avons maintenu ces coûts d'atténuation jusqu'en 2027.
- 10 Bien que de nouvelles données sur la prévention de l'émaciation soient disponibles, leur coût en matière d'échelle ou d'impact n'a pas encore été évalué.
- 11 OCDE. « Le lourd fardeau de l'obésité : L'économie de la prévention. » Études de l'OCDE sur les politiques de santé. Paris : OECD Publishing, 2019 (doi.org/10.1787/67450d67-en). Ces 52 pays comprennent les pays de l'OCDE, de l'Union européenne et du G20.
- 12 ZEF et FAO, « Investment costs and policy action opportunities for reaching a world without hunger (SDG2) ». Rome et Bonn : ZEF et FAO, 2020 (doi.org/10.4060/cb1497en).
- 13 The Food and Land Use Coalition, Banque mondiale, IFPRI, « Food Finance Architecture: Financing a Healthy, Equitable and Sustainable Food System ». Septembre 2021.
- 14 The Food and Land Use Coalition, « Mieux cultiver : dix transitions critiques pour transformer l'alimentation et l'utilisation des terres ». Rapport de la consultation mondiale du groupe de travail Food and Land Use Coalition. 2019.

- 15 « Global Burden of Disease 2020 Health Financing Collaborator Network (2021) Tracking Development Assistance for Health and for COVID-19: A Review of Development Assistance, Government, out-of-Pocket, and Other Private Spending on Health for 204 Countries and Territories, 1990–2050. » *The Lancet*, 2021 ; Septembre, S0140673621012587 (doi.org/10.1016/S0140-6736(21)01258-7).
- 16 Kurowski C, Evans DB, Tandon A, *et al.*, « Du double choc au double redressement – Implications et options pour le financement de la santé à l’heure de la COVID-19 ». Document de travail sur la santé, la nutrition et la population. Washington, DC : Banque mondiale, 2021 (<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/35298>). Ce rapport montre que, sans volonté manifeste d’accroître l’attention accordée à la santé, les dépenses publiques de santé par habitant resteront inférieures aux taux de 2019 et continueront de baisser dans 52 pays, toutes catégories de revenus confondues.
- 17 Osendarp S, Akuoku JK, Black RE, *et al.*, « The COVID-19 crisis will exacerbate maternal and child undernutrition and child mortality in low- and middle-income countries ». *Nature Food*, 2021 ; 2(7): 476–84 (doi.org/10.1038/s43016-021-00319-4).
- 18 Kurowski C, Evans DB, Tandon A, *et al.*, « Du double choc au double redressement – Implications et options pour le financement de la santé à l’heure de la COVID-19 ». Document de travail sur la santé, la nutrition et la population. Washington, DC : Banque mondiale, 2021 (<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/35298>).
- 19 L’aide publique au développement (APD) comprend les ressources provenant des gouvernements donateurs des pays et des donateurs multilatéraux (notamment l’Union européenne, les banques de développement et les institutions des Nations Unies).
- 20 Ces flux comprennent les financements privés canalisés par les ONG, les fondations et les activités philanthropiques des entreprises œuvrant pour le développement international.
- 21 Code SNPC 12240 du CAD.
- 22 Résultats pour le développement. Suivi de l’aide au regard des cibles nutritionnelles de l’Assemblée mondiale de la Santé : Progrès des objectifs mondiaux de nutrition entre 2015 et 2019. Washington, DC : Résultats pour le développement, 2021.
- 23 Osendarp S, Akuoku JK, Black RE, *et al.*, « The COVID-19 crisis will exacerbate maternal and child undernutrition and child mortality in low- and middle-income countries ». *Nature Food*, 2021 ; 2(7): 476–84 (doi.org/10.1038/s43016-021-00319-4).
- 24 Voir par exemple l’engagement du Gouvernement américain au Forum des Nations Unies sur les normes de durabilité de 2021 : www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/09/23/fact-sheet-biden-harris-administration-commit-to-end-hunger-and-malnutrition-and-build-sustainable-resilient-food-systems/
- 25 Sur la base des décaissements pour les interventions prioritaires de l’Assemblée mondiale de la Santé rapportés dans le SNPC du CAD de l’OCDE.
- 26 La Fondation Bill et Melinda Gates s’engage à verser 922 millions de dollars US pour faire progresser la nutrition dans le monde afin d’aider les femmes et les enfants (www.gatesfoundation.org/ideas/media-center/press-releases/2021/09/922m-commitment-to-global-nutrition-and-food-systems).
- 27 Actuellement composée de la Fondation Bill et Melinda Gates, de la Fondation du Fonds d’investissement pour les enfants, de la Fondation Eleanor Crooke, de Tata Trusts, de King Philanthropies, de la Fondation Rockefeller, de la Fondation Azim Premji, de la Fondation Chaudhary, de la Fondation Dangote et de la Fondation de la famille Larsson-Rosenquist.
- 28 Development Initiatives, d’après le SNPC du CAD de l’OCDE. Basés sur les décaissements bruts d’APD, et comprenant les dons ainsi que les prêts d’APD, mais excluant les autres flux officiels rapportés dans le SNPC du CAD de l’OCDE ; en millions de dollars US, en devises actuelles.
- 29 The Food and Land Use Coalition, Banque mondiale, IFPRI, « Food Finance Architecture: Financing a Healthy, Equitable and Sustainable Food System ». Washington, DC : Groupe de la Banque mondiale, 2021.
- 30 The Power of Nutrition, « Multiplying money, maximising children’s potential » (www.powerofnutrition.org/).
- 31 Mécanisme de financement mondial. Les données émergentes estiment que, pour chaque décès lié à la COVID-19, plus de deux femmes et enfants ont perdu la vie en raison des perturbations des systèmes de santé depuis le début de la pandémie (www.globalfinancingfacility.org/).
- 32 BloombergNEF. « Sustainable Debt Issuance Hits \$3 Trillion », Blog (<https://about.bnef.com/blog/sustainable-debt-issuance-hits-3-trillion-threshold/>). Consulté le 13 octobre 2021.
- 33 Selon The Monitor Group et le réseau Global Impact Investing Network (GIIN) (<https://thegiin.org/assets/GIIN%20Annual%20Impact%20Investor%20Survey%202020.pdf>).
- 34 Les investisseurs institutionnels japonais sensibilisent au rôle de la nutrition de bonne qualité dans le développement du capital humain par le biais des obligations de la BIRD : Les obligations de la BIRD permettent de lever des ressources de développement auprès de partenaires non traditionnels. Depuis 2020, la Banque mondiale a émis près de 150 millions de dollars US auprès d’investisseurs institutionnels et de particuliers japonais désireux de sensibiliser au rôle de la nutrition de bonne qualité dans la constitution du capital humain.

-
- 35 Otek Ntsama UY, Yan C, Nasiri A *et al.*, « Green bonds issuance: insights in low- and middle-income countries », *International Journal of Corporate Social Responsibility*, 2021 ; 6(2) (doi.org/10.1186/s40991-020-00056-0).
- 36 Le mécanisme de financement des aliments nutritifs de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition.
- 37 « Our Shared Seas. A Decade of Ocean Funding: Landscape Trends 2010–2020 » (<https://oursharedseas.com/funding/funding-exec-summary>). Consulté le 12 août 2021.
- 38 The Food and Land Use Coalition, Banque mondiale, IFPRI, « Food Finance Architecture: Financing a Healthy, Equitable and Sustainable Food System ». Washington, DC : Groupe de la Banque mondiale, 2021.
- 39 O'Hearn M, Gerber S, Cruz SM, Mozaffarian D, « Evidence-based nutrition and health metrics for Environmental, Social and Governance (ESG) investing ». 2021 (à paraître).
- 40 Osendarp S, Akuoku JK, Black RE, *et al.*, « The COVID-19 crisis will exacerbate maternal and child undernutrition and child mortality in low- and middle-income countries ». *Nature Food*, 2021 ; 2(7): 476–84 (doi.org/10.1038/s43016-021-00319-4).
- 41 Bloomberg Philanthropies et l'Agence norvégienne pour le développement international (NORAD) ont donné le coup d'envoi de cette initiative en contribuant à hauteur de 6,5 millions de dollars US au lancement du guichet fiscal pour la santé du Programme fiscal mondial. Des pays comme l'Égypte ont récemment mis en place des impôts vexatoires pour assurer la souplesse budgétaire nécessaire.
- 42 Gros plan 5.2 issu de : Rapport sur la Nutrition Mondiale 2020 : Agir sur l'équité pour mettre fin à la malnutrition. Bristol, Royaume-Uni : Development Initiatives, 2021. Disponible à l'adresse suivante : www.globalnutritionreport.org/reports/2020-global-nutrition-report/equitable-financing-for-nutrition/
- 43 Rapport sur la Nutrition Mondiale. Le Cadre de Responsabilité en matière de nutrition. 2021. Disponible à l'adresse suivante : www.globalnutritionreport.org/resources/naf/

Chapitre 4

- 1 Nutrition pour la croissance (www.nutritionforgrowth.org). Consulté le 19 août 2021.
- 2 Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Rapport sur la Nutrition Mondiale 2016 : Des promesses à l'impact : Mettre fin à la malnutrition d'ici 2030. Washington DC : IFPRI, 2016 (www.globalnutritionreport.org/reports/2016-global-nutrition-report/).
- 3 4 milliards de dollars US levés en 2013 et 3,4 milliards de dollars US lors du Sommet de 2017.
- 4 Les actions sensibles à la nutrition désignent des interventions, des programmes ou des politiques, dans des secteurs autres que la nutrition, qui s'attaquent aux facteurs déterminants sous-jacents de la nutrition et du développement du fœtus et de l'enfant, et qui intègrent des objectifs et des actions spécifiques en matière de nutrition. Ces secteurs comprennent l'agriculture, la santé, la protection sociale, le développement de la petite enfance, l'éducation, l'eau et l'assainissement. Les actions spécifiques à la nutrition désignent des interventions, politiques ou programmes destinés à avoir un résultat direct sur les facteurs déterminants immédiats de la nutrition. Ces actions peuvent inclure : la promotion d'une alimentation et d'un apport nutritionnel adéquats ; l'alimentation, les soins et les pratiques parentales ; et la prévention des maladies infectieuses. La promotion de l'allaitement au sein, la gestion des maladies et le traitement de la malnutrition aiguë dans des situations d'urgence en sont des exemples.
- 5 Les objectifs SMART sont : Spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporellement définis.
- 6 Osendarp S, Akuoku JK, Black RE, *et al.*, « The COVID-19 crisis will exacerbate maternal and child undernutrition and child mortality in low- and middle-income countries ». *Nature Food* 2, 2021 ; 476–84 (doi.org/10.1038/s43016-021-00319-4).
- 7 Heidkamp R, Piwoz E, Gillespie S, *et al.*, « Mobilising evidence, data, and resources to achieve global maternal and child undernutrition targets and the Sustainable Development Goals: an agenda for action ». *The Lancet*, 2021 ; 397(10282) :1400–18 ([https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(21\)00568-7](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(21)00568-7)).
- 8 Banque mondiale. Sécurité alimentaire et COVID-2021, 23 août 2021 (www.worldbank.org/en/topic/agriculture/brief/food-security-and-covid-19).
- 9 Méthodologie concernant l'Outil de suivi des engagements Nutrition pour la croissance (www.globalnutritionreport.org/resources/nutrition-growth-commitment-tracking/methodology/). Consulté le 15 juillet 2021.
- 10 Aucun engagement n'a été pris lors du sommet tenu à Rio De Janeiro en 2016. En outre, cette analyse ne tient pas compte des engagements hors sommet (pris avant ou après l'année du sommet).
- 11 Aucun système de classification n'a a priori été établi ; bien que le pacte N4G initial porte sur quatre types d'engagements, le traitement ultérieur des données a entraîné la création de catégories distinctes par type de parties prenantes.
- 12 Les engagements au niveau national vont des politiques réglementaires et intersectorielles en matière de nutrition à la mise en œuvre d'actions orientées sur la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant, en passant par l'augmentation du soutien national. Au niveau des entreprises, il s'agit notamment de politiques relatives à la main-d'œuvre visant à soutenir la santé et le bien-être des mères, mais aussi